

André Blumel, un itinéraire sioniste à la croisée des chemins

François Lafon
Maître de conférences (Paris I) en délégation CRFJ

Mots clés/Keywords

Relations entre socialisme et sionisme, relations entre communisme et sionisme, Léon Blum, relations entre Israël et la Diaspora, relations franco-israéliennes, Fédération sioniste de France, KKL, Alyah Beth / *Relations between Socialism and Zionism, Relations between Communism and Zionism, Léon Blum, Relations between Israel and the Diaspora, Franco-Israeli relations, The French Zionist Federation, The KKL-JNF, Alyah Beth.*

Résumé

Cet article envisage à travers l'itinéraire sioniste d'André Blumel les relations entre la gauche française et l'État d'Israël. Proche de Léon Blum, dont il fut directeur de Cabinet durant le Front populaire, mais se rapprochant progressivement des communistes, Blumel demeura jusqu'en 1966 une figure clefs des milieux sionistes français. Conciliant divers engagements – pourtant apparemment contradictoires – son parcours permet de comprendre la complexité des liens et des conflits qui caractérisèrent cette relation.

Abstract

André Blumel, a French Zionist

This paper is dedicated to André Blumel. Despite of his close ties with Léon Blum, Blumel was also involved after the Second World War in the communist circles. However he was indisputably one of the most eminent advocates of the Zionist cause, before and after the creation of the State of Israel. Despite of his political contradictions, his route allows a better understanding of the complex Franco Israeli relations.

*André Blumel's long career in the Socialist Party lasted from 1914 to 1939. He had close ties with Léon Blum who, as leader of the Popular Front government, nominated Blumel as his Chief Advisor and also chose him as his defense lawyer in the only case of anti-Semitism which Blum thought fit to bring before the courts. Blumel moved closer to Communism during the Second World War, under the banner of anti-fascism, becoming a noted Communist sympathizer. That was how he came to be the defense lawyer of Pierre Daix, the Editor of the Communist review *Les lettres françaises*, in the lawsuit against Kravchenko.*

The common commitment of Blumel and Blum to the Zionist cause prevented this major political divergence from leading to a split between the two men. Blumel was indisputably one of the most active advocates of the Israeli cause, both before and after the creation of the State of Israel. He became the President of the KKL-JNF and of the French Zionist Federation, and he also played a key role in organizing the immigration of Jewish refugees, as shown by his response to the crisis of the Exodus: he mobilized all his contacts in the Ministry of the Interior where he had been Principal Private Secretary to Adrien Tixier and where Edouard Depreux worked, a close friend from the days of the Resistance. Blumel's itinerary sheds light on Léon Blum and his circle (Marc Jarblum, Jules Moch and Edouard Depreux) in their struggle for the creation of the State of Israel, and suggests that this group was one of the most significant sources of support for the Zionist cause in France.

Whereas, between 1946 and 1949, Blumel's crypto-communism did not conflict with his Zionism (due to the USSR's crucial backing of the creation of the State of Israel), Stalin's declared anti-semitism as from the beginning of the 1950s radically changed the situation. In a similar move to that of the Israeli Left, and particularly the MAPAM, after the traumatic Slansky trial in Czechoslovakia (in which two Israelis were

convicted and most of the Czech Jewish Communist leaders were executed), Blumel distanced himself temporarily from Communism and created the Cercle Bernard Lazare. In the eyes of Israel, his knowledge of Communist circles still singled him out as a good intermediary on the issue of Soviet Jewry.

MAPAI sympathizers in the Jewish Agency nonetheless attacked Blumel, as President of the French Zionist Federation, for his close ties with Communist circles, causing a series of crises within the French organization, particularly in 1958 and 1959. The key cause of these conflicts was the Jewish Agency's attempt, from its headquarters in Jerusalem, to maintain control of Zionist activity in France, whereas Blumel wanted to be given a totally free rein. Nahum Goldman, the President of the World Zionist Organization, was called in to adjudicate and, in the light of the significant role Blumel had played between 1945 and 1949, Goldman ruled systematically in Blumel's favour. Blumel was additionally supported by revisionist Zionists within French Zionist movements (as a way of expressing their opposition to the MAPAI).

Despite this support, Blumel finally broke publicly with the Israeli political establishment, even before the 6-Day War, in an open letter addressed to the Minister of Foreign Affairs, Abba Eban, in 1966. He went on to devote his energies to the France-USSR Society, as its President.



Parmi les proches de Léon Blum, le parcours d'André Blum – qui modifia son nom en celui de Blumel¹ – apparaît bien énigmatique. Après avoir été l'un des collaborateurs parmi les plus proches du président du Conseil durant le Front populaire, il se rapprocha du Parti communiste à la fin de la seconde guerre mondiale, à une époque où ce dernier vouait pourtant le leader socialiste aux gémonies², sans toutefois rompre totalement avec sa mouvance d'origine³. Cependant, alors que Léon Blum ne pardonnait que rarement ce qu'il estimait être une trahison chez ses proches⁴, jamais il ne s'éleva contre André Blumel. Mieux, les deux hommes demeurèrent unis dans leur commun soutien à la cause sioniste. Leur rôle dans le combat pour la création de l'État d'Israël est avéré. Fort significativement, peu après la disparition de Léon Blum, André Blumel publia la brochure *Léon Blum, Juif et sioniste*⁵, dans laquelle, le premier, il soulignait l'ampleur décisive de cette dimension dans l'identité politique de son ami disparu⁶.

De ce rappel découle la légitimité du questionnement qui guide la présente réflexion : est-il possible de décrypter à travers les discontinuités consécutives à un triple engagement, pour le moins original et parfois (apparemment du moins) contradictoire, quelques tendances lourdes ? Si oui, aident-elles à caractériser tant le rapport complexe entre la gauche française et le sionisme que la relation entre Israël et la Diaspora⁷ ? C'est

¹ Par décret paru au journal Officiel le 27 septembre 1936. En fait André Blum utilisa le pseudonyme de Blumel à partir de 1915 pour éviter toute confusion avec un homonyme, journaliste comme lui et critique d'art. Ce pseudonyme lui permit aussi de se distinguer de Léon Blum. Malgré l'anachronisme pour la période antérieure, nous utiliserons systématiquement le nom de Blumel.

² Sans même revenir sur les procès instruits contre Léon Blum par les communistes au début du second conflit mondial – dont témoigne, entre autres, l'article de Maurice Thorez (au fort relent d'antisémitisme) « Léon Blum tel qu'il est » (paru notamment dans une traduction en allemand le 16 février 1940 dans le journal communiste du KPD *Die Welt*) – Blum fut jugé, dès son retour de Buchenwald, par l'appareil du Parti communiste responsable du refus socialiste de l'unité organique entre socialistes et communistes en mai 1945. Cette thèse a été reprise dans l'ouvrage (d'ailleurs pour le moins médiocre) de Daniel Blume, Roger Bourderon, et Jean Burles *Histoire du Réformisme en France depuis 1920*, T 2, Éditions sociales, 1976. Dans la rhétorique communiste de guerre froide, sa mission en vue de l'obtention d'une aide économique des États-Unis au printemps 1946 (accord du 28 mai 1946 signé par James F. Byrnes d'une part et Léon Blum et Jean Monnet d'autre part, qui liquidait pour partie la dette française après la seconde guerre mondiale tout en accordant diverses aides financières et livraison de produits de premières nécessités) contribua à le faire désigner comme le prototype de l' « agent américain » avant même que la culture de guerre froide ne s'étende en France.

³ Il revint à la SFIO de 1957 à 1959.

⁴ Le cas de Georges Monnet est emblématique.

⁵ Blum mourut le 30 mars 1950. La brochure parut en 1952.

⁶ Pour une première approche de la dimension sioniste chez Léon Blum, nous renvoyons à Ilan Greilsammer, *Blum*, Flammarion, 1996. Se référer aussi à sa conférence disponible sur le site www.akadem.org, « Léon Blum, l'antisémitisme et le sionisme », colloque du Cercle Léon Blum, 17 mai 2006. Rappelons également la disparition d'un de ses frères dans la Shoah. René Blum avait été arrêté le 12 décembre 1941 et déporté à Auschwitz par le convoi numéro 36 le 23 septembre 1942. D'après les témoignages recueillis par Léon Blum en 1945, un SS avait réceptionné « le Juif René Blum » dès l'arrivée du convoi et mis dans une voiture. De là, il fut conduit à la cour du crématoire numéro 1, où il fut déshabillé et **brûlé** **vif** avec les cadavres sortis des chambres à gaz.

⁷ Pour reprendre la formulation du colloque qu'a organisé l'Université Paul Valéry de Montpellier, « Les relations Israël-Diaspora à travers l'histoire », 29-30 mai 2008.

pourquoi, après un rappel général de l'engagement socialiste d'André Blumel, nous analyserons les principales étapes de son parcours sioniste, avant de nous intéresser – nous inspirant des méthodes de la micro-histoire⁸ – à deux incidents relatifs à sa présidence de la Fédération sioniste de France lorsque (en 1958 et en 1959) il en démissionna, tant il est vrai que ces « micro crises », certes mineures, nous ont semblé permettre de cerner des caractéristiques originales des relations entre le sionisme français et le centre israélien.

De Léon Blum au « crypto-communisme »

André Blumel naquit en 1893. Il décéda en 1973. De la première phase de sa vie, il convient avant tout de retenir un parcours de militant et responsable socialiste⁹, même s'il ne fut jamais élu à des scrutins nationaux¹⁰. Adhérent au Parti socialiste en 1908, il se positionna d'abord à la droite de celui-ci. Durant la première guerre mondiale, où il devint le secrétaire d'Albert Thomas et appartint à la tendance des « majoritaires » favorables à l'Union sacrée, il écrivit souvent dans *la Guerre Sociale* puis dans *l'Humanité*¹¹. C'est à l'occasion de sa collaboration à ce dernier organe qu'il se rapprocha de son directeur politique, Pierre Renaudel, qui devait très fortement l'influencer jusqu'en 1934. Après la première guerre mondiale, il les suivit tant dans le refus de la révolution russe, puisqu'il participa en janvier 1920 à la création du courant dit de « La Vie Socialiste »¹², qu'au Bureau International du Travail¹³ où il assista Albert Thomas jusqu'en 1922¹⁴, ce qui d'ailleurs l'empêcha de participer aux débats du congrès de Tours où se joua la scission communiste. Après avoir démissionné du BIT en 1922, il reprit son militantisme au sein du Parti socialiste en soutenant une ligne de participation à un « cartel des gauches » qui associerait socialistes et radicaux. En ce sens, il se situait en opposition résolue à la ligne de la majorité du Parti socialiste qui, l'épisode du cartel des gauches en 1924 mis à part, refusait la participation gouvernementale¹⁵. Ainsi, proche des positions wilsoniennes, il collabora au journal *L'Œuvre*, puis au *Quotidien* et *L'Europe nouvelle*. Fort symboliquement à l'occasion du congrès du Parti socialiste qui débattit en mai 1931 à Tours de la symbolique question de la défense nationale, il soutint la déclaration de vingt-cinq parlementaires que lut à la tribune Pierre Renaudel pour protester contre l'adoption d'une résolution hostile à toute collaboration socialiste à la défense nationale. En 1932, à la suite du succès électoral des radicaux et de la SFIO, il prôna un gouvernement d'union entre les deux formations. De même, il s'afficha partisan d'une autonomie du groupe parlementaire – dont il avait été le secrétaire administratif entre 1924 et 1928¹⁶ – par rapport au Parti. Sur ces deux points, il se situait donc en pleine logique des Néo socialistes. Cependant, au nom de l'unité de la SFIO, il refusa de les suivre lorsque ces derniers choisirent de quitter le Parti socialiste en 1933¹⁷.

⁸ L'on se référera en priorité à Carlo Ginzburg et Carlo Poni, « La micro-histoire », *Le Débat*, décembre 1981.

⁹ Pour une présentation plus complète de l'itinéraire socialiste d'André Blumel, se reporter à la notice rédigée par Eric Nadaud pour le CD ROM du *Dictionnaire biographique Mouvement ouvrier Mouvement social, Période 1940-1968* (dir. : Claude Penneret), tome 2. Se reporter, pour comprendre l'engagement socialiste de Blumel, à son article, « André Blumel socialiste (1893-1973) », *Recherche Socialiste*, n° 39-40, 2007.

¹⁰ En dépit de deux candidatures aux élections législatives de 1928 et 1932 dans les Deux-Sèvres (2^e circonscription de Niort) et d'une candidature au conseil d'arrondissement du 2^e canton de Niort en 1928 et 1934. Il fut néanmoins élu conseiller municipal à l'occasion d'une élection municipale partielle en octobre 1932 sur une liste d'Union des gauches qui regroupait socialistes et radicaux.

¹¹ Il tint la rubrique parlementaire dans l'organe de Gustave Hervé en 1914 et 1915, puis dans l'organe du Parti socialiste à compter de 1916.

¹² Structuré autour du journal du même nom, ce groupement se donnait pour but d'œuvrer, contre les partisans de la III^e Internationale, au maintien des partis socialistes au sein de la II^e Internationale, et de défendre la valeur de la valeur de la démocratie et de la défense nationale pour les socialistes.

¹³ Bien que refusant la notion de participation ministérielle après la première guerre mondiale, les socialistes accordèrent à Albert Thomas une autorisation exceptionnelle pour qu'il exerce ses fonctions comme directeur du Bureau International du Travail nouvellement créé.

¹⁴ Au BIT, André Blumel occupa la fonction de chef des Informations.

¹⁵ Affirmée clairement pour les élections de 1919 (motion Bracke refusant toute alliance électorale), cette ligne constitua l'alpha et l'oméga de la position du Parti socialiste en dépit de la distinction que Léon Blum commença à introduire entre exercice et prise du pouvoir à partir de 1926, complétée face à la menace du fascisme par la notion d'occupation défensive du pouvoir. Ce refus de la participation ministérielle fut particulièrement perceptible dans la lutte contre les Néo-socialistes dont la figure de proue était Marcel Déat. Il constitue la base de l'alliance entre le secrétaire général de la SFIO, Paul Faure, et le président du groupe parlementaire socialiste, Léon Blum.

¹⁶ En 1928, sur proposition de Léon Blum (qui présida, en alternance avec Vincent Auriol, le groupe parlementaire), il fut remplacé par Marcel Déat, qui (tout comme Léon Blum, avait été battu dans sa circonscription parisienne) venait de perdre son siège de député de la Haute-Marne.

¹⁷ L'on parle habituellement de l'exclusion des Néo-socialistes. Nous récusons ce terme, les Néos n'ayant pas été à proprement parler exclus, mais s'étant placés par leur refus d'appliquer les décisions adoptées par le Conseil National de la SFIO en dehors de cette dernière. Se référer à François Lafon, *Guy Mollet, itinéraire d'un socialiste controversé*, Fayard, 2006, p. 93 et sq.

C'est à partir de ce moment qu'il se rapprocha politiquement de Léon Blum, qu'il connaissait de longue date¹⁸ et dont il était un collaborateur professionnel depuis son inscription au Barreau de Paris en 1926, voire l'avocat personnel¹⁹ dans le cadre de la procédure intentée contre *L'Ami du Peuple* en 1930. Dirigé par François Coty, cet organe venait de publier un article dénonçant « Le pétrolier Léon Blum, agent au Parlement des raffineurs ». Dans ce papier viscéralement antisémite, Blum était accusé d'avoir tenté d'être temporairement membre de la Commission des Finances à la seule fin de défendre les intérêts de la firme de raffinage dont il aurait été (ce qui s'avérait sans fondement, mais là n'était pas l'essentiel) l'avocat-conseil. Comme le note judicieusement Ilan Greilsammer²⁰, il s'est agi du seul cas où Léon Blum a répondu directement à une des innombrables agressions antisémites dont il fut l'objet. Ainsi est attestée la forte relation de confiance entre Léon Blum et André Blumel, en dépit de leurs divergences politiques sur la question ministérielle.

Avec le rapprochement politique entre les deux hommes, dans lequel l'antifascisme tint après les événements du 6 février 1934 une place majeure, s'ouvrit une nouvelle phase dans l'engagement socialiste d'André Blumel. Il déchargea le président du groupe parlementaire socialiste en le suppléant dans de nombreuses commissions du Parti, ce qui explique pourquoi il demeura membre de la Commission Administrative Permanente du Parti socialiste de 1932 à 1939, ce qui était quelque peu paradoxal dans la mesure où il n'était soutenu par aucune fédération importante du Parti. Il ne dut bien souvent qu'à son statut de proche de Léon Blum d'obtenir cette responsabilité. Pour preuve de la fragilité structurelle de sa position, il suffit de se référer au congrès de mai 1936 qui suivit le succès électoral du Front populaire. Alors qu'André Blumel avait notamment participé aux négociations aboutissant à la conclusion du Pacte d'unité d'action entre socialistes et communistes conclu le 27 juillet 1934, puis au comité de coordination, enfin au Comité national d'entente entre les deux partis, et que Léon Blum s'appropriait à en faire son directeur de Cabinet à l'Hôtel Matignon, il fut évincé par une commission des résolutions où les partisans de Paul Faure étaient majoritaires. Cependant, la réaction des congressistes entraîna la démission forcée du dernier élu paul-fauriste pour repêcher Blumel. Sa conception des relations avec le Parti communiste évolua profondément. Lui l'ancien anticommuniste de la *Vie socialiste* devint l'un des plus grands partisans de l'unité d'action au nom de l'antifascisme allant jusqu'à soutenir, ce qui fut accepté par le Parti socialiste SFIO en 1936, puis plus tard contesté²¹, l'adhésion des militants socialistes à des organisations antifascistes sous influence communiste.

Compte tenu de leur forte relation personnelle, Léon Blum lui confia l'importante fonction de directeur de Cabinet après la victoire électorale du Front populaire qu'il remplit aux dires de tous les témoins en jouant, à ce « poste de combat », un rôle plus important que nombre de ministres²². Demeurant à l'Hôtel Matignon, en liaison spéciale avec le domicile de Blum²³, il le déchargea de nombreuses tâches tout en prenant part à toutes les délibérations. Soulignons au regard de son évolution ultérieure, qu'il se montra toujours solidaire des décisions prises à cette occasion, y compris sur le choix de la politique de non-intervention en Espagne, tant décriée par les communistes.

S'il ne fallait prendre qu'un symbole emblématique de son activité d'alors, il suffit de rappeler son attitude à Clichy lorsque André Blumel fut grièvement blessé dans la nuit du 16 au 17 mars 1937 en s'interposant entre militants du Front populaire et membres du Parti social français. Sur ces événements, Eric Nadaud note : « Cette expérience lui valut une forte notoriété dans et hors du Parti, pour longtemps, puisqu'il fut constamment et avant tout désigné après la guerre comme « le directeur de cabinet de Léon Blum » ». Et Nadaud ponctue fort justement : « Cependant, son omniprésence auprès de ce dernier, qui s'ajoutait à celle de Jules Moch, alimenta une virulente campagne antisémite de l'extrême droite contre la main mise supposée des Juifs sur la France »²⁴.

L'évolution des menaces extérieures le conforta dans sa nouvelle approche des relations avec le Parti communiste. Convaincu que l'unité d'action, voire l'unité organique, s'avérait désormais indispensable à la lutte antifasciste, il s'opposa aux accords de Munich et, restant fidèle à Léon Blum, il s'éloigna du pacifisme majoritaire chez les amis du secrétaire général du Parti socialiste, Paul Faure. Lors du congrès de Nantes en 1939, il devint, avec Léon Blum et Louis Lévy, l'une de leur cible privilégiée, au fort relent d'antisémitisme²⁵.

Après la débâcle, c'est sans surprise qu'André Blumel fut l'un des premiers socialistes résistants : en attestent ses contacts avec Léon Blum, puis avec André Le Troquer, André Philip ou encore Lucien Husel. Alors qu'il se rendait, comme délégué par le Parti socialiste, auprès du général De Gaulle, il fut arrêté à

¹⁸ En fait, depuis que Blum avait été le chef de Cabinet de Marcel Sembat durant l'Union sacrée.

¹⁹ OURS, fonds Blumel, 14 APO 5 dossier Léon Blum.

²⁰ Ilan Greilsammer, *Blum, op. cit.* p. 295 et 296.

²¹ Ainsi lors du congrès de Nantes en 1939, il fut battu sur le vote demandant le maintien de l'autorisation accordée en 1936.

²² Se reporter, par exemple, à Edouard Depreux, *Souvenirs d'un militant*, Fayard, 1972, p. 100.

²³ Léon Blum demeurait Quai de Bourbon, et il travaillait souvent à son domicile.

²⁴ Eric Nadaud, « André Blumel Socialiste », paru dans *Recherche Socialiste*, déjà cité.

²⁵ Sur la nature de la crise du Parti socialiste entre les Accords de Munich et la défaite de 1940 et la part de l'antisémitisme au sein du Parti socialiste, qui, outre Blumel, visa directement Léon Blum, se référer à *Guy Mollet, itinéraire d'un socialiste controversé, op. cit.*, notamment les pages 132-139 consacrées à une figure caractéristique de l'antisémitisme pacifiste, Ludovic Zoretti.

Lisbonne en mars 1941. Livré par les autorités portugaises à celles de Vichy, Blumel fut alors astreint à résidence dans les Pyrénées-Orientales, avant d'être libéré en mars 1942. Il envisagea alors de rejoindre Léon Blum à Riom, mais à nouveau arrêté en août 1942 il demeura emprisonné jusqu'à son évasion en mai 1944. À cette occasion, outre l'aide d'Edouard Depreux, il bénéficia de celle d'amitiés nouées pendant son incarcération avec d'anciens membres de la Cagoule, dont le docteur Henri Martin (auquel il délivra après la Libération des attestations²⁶) et Roger Warin dit Wybot²⁷ qu'il retrouva par la suite au ministère de l'Intérieur. Il fut en juillet 1944 envoyé à Londres afin de tenter, en vain, en liaison avec l'Agence Juive – et Haïm Weizmann – une initiative visant à libérer Léon Blum, alors déporté à Buchenwald²⁸. Pourtant, sans rompre totalement avec la mouvance socialiste, son engagement s'orienta après la guerre dans la double direction du cryptocommunisme – illustrant pleinement le phénomène du « compagnon de route » – et du sionisme. Même si *stricto sensu* sa rupture avec la SFIO ne constitue pas le cœur de la présente réflexion, posons simplement qu'une certaine forme de rancœur envers Daniel Mayer²⁹ est perceptible. Tout se passe comme si, pour ce dernier (qui, secrétaire général du Parti socialiste clandestin durant l'Occupation, aimait à se définir d'abord comme socialiste et Français résistant, la qualité de Juif n'arrivant qu'en troisième position), la proximité initiale d'André Blumel avec Léon Blum avait posé problème³⁰.

Dans ces conditions, bien que directeur de Cabinet du ministre de l'Intérieur, l'atypique socialiste (et gaulliste³¹) Adrien Tixier, ce qui favorisa – nous y reviendrons – son combat sioniste, il s'éloigna progressivement de la SFIO, notamment en raison de son activité d'avocat³².

Le regard favorable que Blumel portait sur le rôle éminent joué par l'Union soviétique – et plus généralement parlant par les communistes³³ – dans la victoire contre le nazisme caractérise une génération imprégnée par l'écho du canon de Stalingrad. Durant l'été 1945, il se prononça pour l'unité organique entre socialistes et communistes, alors que la SFIO refusait devant les exigences communistes et que le PCF rendit Blum – tout juste rentré de déportation – personnellement responsable de ce refus³⁴.

Néanmoins, il est un domaine, central pour notre réflexion, sur lequel André Blumel demeura proche de Léon Blum et de l'ensemble du Parti socialiste : il s'agit du combat pour la création de l'État d'Israël. Ainsi, à un moment décisif, André Blumel a été l'un des dirigeants les plus importants du sionisme français.

Un acteur clef du Sionisme français

Président du *Keren Kayemeth Leisraël* de 1946 à 1949, co-fondateur et président en 1947 de l'Union sioniste de France, André Blumel devint secrétaire général puis président de la Fédération sioniste de France lorsqu'elle fut reconstituée en 1954. Son action, tout comme celle de Marc Jarblum, s'avéra particulièrement efficace entre 1946 et 1948. Refusant, comme Léon Blum, Edouard Depreux, Paul Ramadier et Jules Moch, la fermeture de la Palestine aux survivants des camps d'extermination, il participa pleinement au combat en faveur de l'immigration juive clandestine en Palestine, qui transitait en partie par la France. Le drame de l'*Exodus*³⁵, dans

²⁶ OURS, Archives Blumel, 14 APO 5, dossier Henri Martin.

²⁷ Se reporter à Simon Epstein, *Un paradoxe français, Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Albin Michel, 2008. Epstein souligne que Blumel se lia aussi à Stanislas Mangin et à Georges Loustaunau-Lacau, qui comme Wybot venaient des milieux les plus antisémites avant la guerre. Soulignons que tout comme Stanislas Mangin était le fils du général Mangin, Louis Mangin, qui fut (avec Abel Thomas) le conseiller de Maurice Bourguès, Maunoury qui négocia l'alliance israélienne en 1956, était également apparenté au général Mangin.

²⁸ Weizmann avait en effet envisagé de tenter de racheter Léon Blum avec lequel il était fort lié depuis la fin de la première guerre mondiale et qu'il avait engagé dans la cause sioniste. Ce fut d'ailleurs en hommage à la déportation de Léon Blum à Buchenwald que fut fondé le kibbutz Kfar Blum en novembre 1943.

²⁹ Blumel refusa, malgré sa proximité avec Léon Blum, d'adhérer à la Société des Amis de Léon Blum en raison du rôle qu'y jouait Daniel Mayer.

³⁰ Au cours d'un des nombreux entretiens qu'il nous avait accordés dans le cadre de nos recherches sur Guy Mollet, l'adjoint de Daniel Mayer, Robert Verdier avait reconnu que la direction du Parti socialiste clandestin n'avait même pas informé Blumel de la date du retour de Blum de Buchenwald. Et Verdier posait que Daniel Mayer avait utilisé l'absence de Blumel jusqu'en septembre 1944, pour cause de captivité puis de mission à Londres, pour écarter l'ancien directeur de Cabinet de Blum.

³¹ Cette catégorie est importante. On peut y rattacher Alain Savary et André Philip, ce qui n'empêchera pas nombre de ces socialistes gaullistes de s'opposer par la suite à la démarche politique qu'ils jugèrent structurellement antirépublicaine du général de Gaulle sous la IV^e République puis en 1958.

³² ³² Il fut notamment l'avocat d'Yves Farge contre Félix Gouin dans l'affaire dite du « scandale des vins ». Nous y reviendrons.

³³ Ces derniers l'instrumentalisèrent efficacement en gommant toute l'ambiguïté de l'attitude de certains de leurs dirigeants et de la période qui avait suivi le pacte germano-soviétique.

³⁴ Se reporter à la note n° 2.

³⁵ Nous renvoyons aux archives Abraham Polonski disponibles aux archives de la *Haganah* (musée de la *Haganah*, Tel Aviv) dont Brice Vincent, qui travaille sur l'*Alyah* de France dans la période considérée (et que nous tenons à remercier pour son aide), nous a signalé l'importance.

lequel il joua un rôle d'intermédiaire de première importance entre les milieux gouvernementaux français – notamment socialistes – et le mouvement sioniste, l'illustre pleinement. À la demande d'Edouard Depreux, ministre de l'Intérieur dans le Gouvernement Ramadier, il fut envoyé auprès des rescapés juifs bloqués à Port-de-Bouc dont le gouvernement anglais exigeait le débarquement, avec les pleins pouvoirs pour les ravitailler et assurer le respect de leur volonté, ce qui permit aux réfugiés de rester à bord. À ce titre il disposait d'un coupe-file spécial délivré le 29 juillet 1947 par la Direction générale de la Sûreté Nationale lui permettant de « circuler sur toutes les voies dont l'accès est interdit au public ». Fort significativement, ce coupe-file ne portait pas de numéro de carte d'identité mais la simple mention manuscrite certifiant que Blumel travaillait pour « le ministère de l'Intérieur ». De même, il participa avec Léon Blum et Marc Jarblum à l'important travail de pression déjà signalé qui compte parmi les facteurs qui déterminèrent la France à voter à l'ONU en faveur de la création de l'État d'Israël en dépit des hésitations de certains de ses diplomates, notamment Alexandre Parodi. Il fit notamment partie de la délégation du Crif qui rencontra le 20 avril 1948 le Président de la République Vincent Auriol pour obtenir le soutien de la France à la création d'un état juif³⁶. Or, loin d'être acquis en dépit de l'adoption du plan de partage le 29 novembre 1947, cette création pouvait paraître remise en cause par les hésitations américaines, où en dépit du soutien affirmé du Président Truman, le secrétaire d'État Georges Marshall pesait de tout son poids pour modifier le cours des choses³⁷.

À côté de ces activités officielles, il joua aussi un rôle clandestin au sein du *Mossad*, ce qui est attesté par une lettre de félicitation signée SM en date du 9 octobre 1947, remerciant au nom du « Quartier général de la *Haganah* en Palestine pour votre activité si courageuse et si intrépide lors de l'Affaire de l'Exodus ». Comme l'explique une petite note d'accompagnement manuscrite SM représentaient en fait les initiales de Shaul Meyerov, le chef du *Mossad* depuis 1938, responsable de l'*Alyah Beth*³⁸, qui précisait : « Pour des raisons bien compréhensibles, j'ai signé la lettre ci-inclus avec mes initiales et non en toutes lettres ». Blumel avait d'ailleurs profité de son passage au Cabinet d'Adrien Tixier pour nouer des contacts avec la DST, lesquels s'avèrent fortement utiles dans l'action clandestine pour favoriser l'émigration juive vers la Palestine. Il fut notamment très proche du patron de cette dernière, le gaulliste Roger Wybot – dont il devint l'avocat – et de son adjoint Stanislas Mangin. Il connaissait, nous l'avons vu, ces deux anciens Cagouleurs depuis son emprisonnement durant l'Occupation. En outre, la présence d'Edouard Depreux, son plus proche ami depuis la Résistance, place Beauvau lui permit de continuer de bénéficier de l'aide de l'administration. Dès le mois de juin 1946, avec l'appui de Jules Moch, pour l'heure secrétaire général de la Présidence du Conseil, Daniel Mayer, pour quelques semaines encore secrétaire général de la SFIO, sans oublier celle de son homonyme René Mayer, député radical du Constantinois, il constitua l'armature du réseau de l'*Alyah Beth* en France. S'il se rendit tout à fait officiellement à plusieurs reprises en Palestine, et fit à chaque fois un compte-rendu au Quai d'Orsay, sous le pseudonyme de Farhi, Blumel travailla pour le *Mossad* et s'engagea à fond dans ce combat. L'historienne israélienne Idith Zerthal s'en fait l'écho dans son livre – au demeurant fort contestable – *Des rescapés pour un État*³⁹ (à la suite de Jacques Derogy⁴⁰) en signalant que l'émetteur principal du *Mossad* qui avait été préalablement saisi par la DST⁴¹, fut alors installé dans la maison de la mère de Blumel à Rueil-Malmaison.

Point n'est donc besoin d'insister. L'engagement sioniste est indéniable. De même l'action, officielle ou clandestine, est avérée. Ainsi, outre l'ancienneté et la profondeur de sa relation avec Léon Blum, l'on comprend mieux pourquoi le désaccord politique majeur entre les deux hommes ne déboucha pas sur une rupture personnelle. Cependant, force est aussi de constater que cet engagement se heurte apparemment au choix de

³⁶ Outre André Blumel et Marc Jarblum (autre proche de Léon Blum), la délégation était composée du président du Crif, Léon Meiss, de Guy de Rothschild et d'Eugène Weill.

³⁷ Nous y reviendrons.

³⁸ Par opposition à l'*Alyah* classique, le terme d'*Alyah Beth* s'applique à l'immigration clandestine. On peut distinguer trois grandes phases : de 1936 à 1939, lorsque les Britanniques limitèrent drastiquement l'immigration juive en Palestine à la suite de la révolte arabe ; durant la seconde guerre mondiale ; enfin, de 1946 à 1947. C'est de cette dernière phase qu'il est ici question.

³⁹ Idith Zerthal, *Des rescapés pour un État. La politique sioniste d'immigration clandestine en Palestine 1945-1948*, Calmann Lévy, 2000. Dans ce livre, elle critique ce qu'elle estime être l'instrumentalisation de la question des réfugiés par le *Mossad* pour n'y voir que la marque du cynisme de la direction sioniste. C'est volontairement que nous n'aborderons pas ce point dans le présent développement. Cependant nous tenons à signaler que nous trouvons son analyse pour le moins réductrice, voire tendancieuse en ce qu'elle sous-estime systématiquement la volonté des rescapés de la Shoah de gagner la Palestine, et attendons avec impatience le résultat des travaux de Brice Vincent sur ce sujet. Se reporter également à Catherine Nicault, « L'utopie sioniste du « nouveau Juif » et la jeunesse juive dans la France de l'après-guerre. Contribution à l'histoire de l'*Alyah* française », *Les Cahiers de la Shoah*, 2001/1, n° 5.

⁴⁰ *100 000 Juifs à la mer*, Paris, Stock, 1973.

⁴¹ Sur la mise en place plus générale de ce réseau, se reporter à la thèse de Frédérique Schillo, « Les relations franco-israéliennes de 1946 à 1959 », IEP, 2008, p. 44 et sq. Après la saisie de l'émetteur du *Mossad* et l'arrestation de quatre de ses opérateurs, Blumel demanda Roger Wybot d'arranger cette affaire et de faire transférer l'émetteur dans la maison de sa mère à la condition que les télégrammes en hébreu soient traduits en français et transmis aux Renseignements généraux. Se reporter à *Des rescapés pour un État*, déjà cité, p. 96.

Blumel de soutenir le camp soviétique lorsque, après le décisif appui apporté par l'Union Soviétique à la création de l'État d'Israël en 1948⁴², et à la suite d'un nouveau retournement de Joseph Staline dans les années 1949-1950, les Soviétiques choisirent de s'opposer au jeune État. En ce sens, le respect de la chronologie s'avère nécessaire pour comprendre l'itinéraire de Blumel.

Au même titre que la liste des responsabilités qu'il occupa dans les organisations sionistes est impressionnante, l'énumération de celles qu'il exerça en tant que « compagnon de route » dans diverses organisations proches du Parti communiste s'avère particulièrement éclairante. Président du MRAP lors de sa création le 22 mai 1949, il fut aussi membre influent des Combattants de la Liberté et de la Paix, fondé le 22 février 1948⁴³, après une initiative de Charles Tillon, et placé sous la direction d'Yves Farge dont Blumel était précisément l'avocat dans le procès dit du scandale des vins, où il n'hésita pas à justifier les accusations de corruption (sans fondement) portées par Farge contre Félix Gouin. Il fut aussi le seul avocat non encarté au Parti communiste à assurer la défense de Pierre Daix et des *Lettres Françaises* dans le procès Kravchenko⁴⁴. Dans sa plaidoirie, il n'hésita pas à affirmer que l'absence de barbelés dans les camps de Sibérie illustre, selon lui, que ces derniers n'étaient en rien comparables au système concentrationnaire nazi. À la suite de cet épisode, il rejoignit en juin 1949 à l'initiative de Fernand Grenier le bureau national de l'Association France-URSS⁴⁵.

Cependant, il quitta le MRAP, dans des circonstances sur lesquelles nous reviendrons, et participa en réaction en 1954 à la création du Cercle Bernard Lazare. En cette même année 1954, il fut nommé à la présidence de la Fédération sioniste de France. En avril 1957, cédant à l'amicale pression d'Edouard Depreux, alors président du groupe parlementaire socialiste, il revint brièvement à la SFIO, dont le soutien à Israël fut patent sous le Gouvernement Guy Mollet – et nullement limité à l'opération de Suez⁴⁶. Cependant, le ralliement du secrétaire général de la SFIO au général De Gaulle entraîna un nouveau départ d'André Blumel en 1959⁴⁷. Au même moment, il éprouva des difficultés à concilier son cryptocommunisme et ses responsabilités à la Fédération sioniste de France. Parmi de nombreux exemples, il adressa à David Ben Gourion un rapport sur la situation des Juifs en République Démocratique Allemande en 1960⁴⁸ concluant en l'absence de la moindre forme d'antisémitisme dans ce pays.

Indubitablement, le parcours que nous venons de retracer s'avère atypique. Il révèle néanmoins une tendance lourde dans l'appréhension des relations entre personnalités de gauche dans la Diaspora et Israël et invite à s'interroger sur l'ombre portée par la question soviétique lors de sa présidence du MRAP. À ce sujet, il importe de rappeler d'abord l'initial – et déjà signalé – soutien inconditionnel de l'URSS et de Staline à la création de l'État d'Israël, à une époque d'ailleurs où des milieux influents aux États-Unis d'Amérique ne soutenaient pas la création de l'État d'Israël. Ce dernier point est notamment illustré par l'important conflit opposant le Président Harry Truman et le secrétaire d'État Georges Marshall. Ainsi, le 19 mars 1948, l'ambassadeur américain à l'ONU, Warren Austin, demanda la réunion d'une session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de proposer, en remplacement du plan de partage approuvé le 29 novembre 1947, un plan dit de « tutelle »⁴⁹.

⁴² Exprimé par le grand discours d'André Gromyko à l'ONU (où de fait l'Union soviétique disposait de 3 voix, avec celles de l'Ukraine et de la Biélorussie), ce soutien n'avait rien à voir avec une posture philanthropique. La diplomatie soviétique estimait qu'il était opportun de soutenir les Juifs dans leur combat pour un État dans la mesure où les Juifs allaient contribuer à chasser les Britanniques du Proche-Orient. Les fournitures d'armes à la *Haganah* par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie furent effectives en mars 1948 et jouèrent un rôle décisif dans les victoires juives du mois d'avril 1948.

⁴³ Sans oublier le Comité Juif contre le réarmement de l'Allemagne fondé en octobre 1953 dont il prit la présidence.

⁴⁴ Réfugié aux États-Unis à compter de 1941, Victor Kravchenko publia son témoignage sur les camps soviétiques dans *J'ai choisi la liberté*, éd. Self, 1949. Il fut alors accusé par les *Lettres françaises* de désinformation et qualifié par elles d'« agent américain ». Il porta donc plainte. Au cours du procès qu'il gagna il fit notamment citer comme témoin Margarete Buber-Neumann, la veuve du leader communiste allemand repent, Heinz Neumann, elle-même envoyée au goulag. Conséquence du Pacte germano-soviétique, elle fut livrée par les Soviétiques aux Nazis qui la déportèrent. Elle survécut et son expérience aida à plaider l'étroite similarité entre le régime soviétique et le régime nazi. Kravchenko l'emporta en avril 1949 et il reçut une somme symbolique pour la diffamation.

⁴⁵ Dont il démissionna en février 1953, étant la seule personnalité de ce bureau à n'avoir pas reçu de visa pour un voyage en Union soviétique.

⁴⁶ Nous nous permettons de renvoyer à François Lafon, *Guy Mollet, itinéraire d'un socialiste controversé*, op. cit., p. 553 et sq.

⁴⁷ Autant son retour à la SFIO s'expliquait par ses liens avec Edouard Depreux, qui était demeuré président du groupe parlementaire socialiste en 1956 en dépit de son opposition avec des pans importants de l'action du Gouvernement Guy Mollet, autant en 1958 Edouard Depreux quitta également la SFIO à la suite du ralliement de Guy Mollet au général de Gaulle pour rejoindre le Parti Socialiste Autonome.

⁴⁸ Voyage du 9 avril au 16 avril 1960, Archives de l'OURS, 14 APO 5. Il adressa également à David Ben Gourion une note sur la situation des Juifs d'Union Soviétique.

⁴⁹ L'une des explications de ce retournement américain tient sans doute au fait que le mois de mars 1948 est caractérisé par de nombreuses victoires arabes, notamment sur le contrôle de l'accès à Jérusalem (notamment au défilé de Shar Ha Gay), dans la guerre qui a débuté dès le vote du plan de partage. En mars 1948, y compris dans les milieux juifs, de nombreuses voix se font alors entendre pour demander un report du plan de partage. Envers et contre tout David Ben Gourion maintient le cap qu'il s'est fixé de proclamer l'État Juif à la date annoncée du 14 mai 1948.

C'est par la presse que le Président Truman apprit la démarche de son ambassadeur, alors que la veille le président américain avait encore personnellement confirmé à Haïm Weizmann que les États Unis continuaient à soutenir le plan de partage et c'est peu dire qu'il n'apprécia guère.

Dans ces conditions, il importe de ne pas commettre d'anachronisme. Avant 1950, il n'y avait alors aucune contradiction à s'afficher sioniste et communiste. Mais, à l'épreuve de la culture politique de guerre froide (dénonçant le camp américain au nom de l'anti-impérialisme) et du virage dit « anticosmopolite » du régime stalinien -symbolisé notamment par le procès Slansky en 1952 en Tchécoslovaquie, puis par l'affaire dite « des blouses blanches » en Union Soviétique en 1953, caractérisés tous deux par un indéniable caractère antisémite- cet équilibre initial se rompit. Cependant, le MRAP, loin de dénoncer ces procès, vit alors certains de ses membres défendre la politique soviétique. Parmi eux, émerge le cas emblématique du docteur Louis Le Guillant : ce psychiatre engagé, qui concevait la psychiatrie comme profondément enracinée dans la réalité sociale⁵⁰, n'hésita pas, dans un article intitulé « Médecins criminels ou science pervertie » publié par la revue intellectuelle communiste la *Nouvelle Critique* en février 1953, à soutenir la thèse officielle soviétique. Loin d'être un cas isolé, les sympathies communistes conduisirent le MRAP en tant qu'organisation à s'écarter de son amitié originelle envers l'État d'Israël.

André Blumel fit alors partie des quelques responsables du MRAP à le quitter pour fonder en 1954 le Cercle Bernard Lazare, qui reprit bien souvent en France les positions du MAPAM⁵¹ israélien.

N'est-il pas significatif que Blumel s'éloigne temporairement de ses amis communistes sur une question dont l'impact sur la gauche israélienne est avéré ? Et qu'il revienne brièvement à la SFIO (de 1957 à 1959) pour manifester son accord avec sa politique de soutien à Israël ?

En effet, le procès Slansky se trouva directement à l'origine de l'éclatement du MAPAM dans la mesure où, outre le fait que la plupart des accusés étaient Juifs, deux Israéliens y furent accusés d'être des agents américains. Mordechai Oren, l'une des figures marquantes de *Hachomer Hatzair*, présent à Prague en 1951, fut arrêté et condamné à 15 ans de détention⁵². De même, un agent de l'ambassade d'Israël, Shimon Orenstein, fut condamné à de la prison, avant d'être libéré quelques mois après. Cette affaire eut de profondes répercussions sur le MAPAM, qui avait quand même obtenu 19 sièges lors des élections pour la première *Knesset*. Elle fut à l'origine d'une part de la scission de la tendance *Achdut Ha'avoda*, qui refusa désormais tout alignement sur l'Union Soviétique, et d'autre part, à la suite de la crise de *Hachomer Hatzair*, du ralliement de Moshe Sneh, ancien chef d'État Major de la *Haganah*, au Parti communiste israélien.

Au-delà même des débats internes au MAPAM, la question soviétique avait été placée au centre de la campagne pour les élections à la deuxième *Knesset* du 30 juillet 1951 par David Ben Gourion en personne. Outre le virage évident de la politique soviétique vis-à-vis d'Israël, il s'interrogeait désormais en termes de valeurs fondatrices de l'État Juif, privilégiant le messianisme et la politique d'immigration au nom du nécessaire rassemblement des exilés comme en témoigne sa saisissante formule : « En qui devons-nous croire ? Pour qui devons-nous travailler ? Les travailleurs d'Israël devront en décider : le Kremlin, ou Jérusalem ? Toute la nation qui habite Sion doit décider : le Veau d'or ou le Messie »⁵³. Ainsi « recontextualisée », l'importance de la question soviétique apparaît moins surprenante pour comprendre les premières années du jeune État d'Israël et les débats internes au sionisme français.

Ainsi, n'est-il donc pas significatif d'établir un parallèle entre la crise du MAPAM et la réaction d'André Blumel, qui s'avéra en tout point similaire à celle du mouvement *Achdut Ha'avoda* ?

Une autre série de résultats qui transparait suite au décryptage de cet itinéraire touche à la chronologie de la perception de l'État d'Israël dans la mesure où la rupture définitive entre André Blumel et l'État d'Israël se situa avant la guerre des Six Jours. L'élément déclencheur en fut le procès Siniavsky-Daniel. En effet, ce fut en 1966 – et donc un an avant la guerre des Six Jours –, qu'André Blumel choisit de rompre avec les autorités israéliennes par une lettre adressée le 31 juillet 1966 à Abba Eban. Dans cette correspondance, il reprochait au ministre des Affaires étrangères de l'État d'Israël une attitude qu'il jugeait anti-soviétique par principe, estimant,

⁵⁰ Ce dont témoignent ses recherches sur l'influence des conditions de travail à la SNCF sur le comportement psychique des cheminots. Se reporter à la réédition de son livre *Le drame humain du travail, Essai de psychopathologie du travail*, édition supervisée par Louis Clot, ERES, 2006.

⁵¹ Fondé en janvier 1948 par la fusion des mouvements *Hachomer Hatzair* (La jeune garde) et *Achdut Ha'avod* (Unité du travail, qui avait quitté le MAPAI en 1944, sous la direction d'Ygal Allon), le MAPAM (*Miflegat HaPoalim haMehuedet* – Parti unifié des Ouvriers) fut la deuxième force politique israéliennes lors des premières élections israéliennes. Il constituait également l'aile gauche du mouvement *Kibbutz* avec sa fédération des *kibbutzim Artzi*.

⁵² Il ne fut libéré qu'en 1956.

⁵³ David Ben Gourion, *Hazon ve derekh* (Vision et Chemin), MAPAI, Tel-Aviv, 1951, p. 199. Sur le débat sur l'Union soviétique, outre la biographie de Michael Bar-Zohar, *Ben Gourion*, Fayard, 1986, se reporter à Avraham Avi-Haï, *Ben Gourion, bâtisseur d'État*, Albin Michel, 1988 et à Laurent Rucker, *Staline, Israël et les Juifs*, PUF, 2001.

contre toute raison, que l'affaire Siniavsky-Daniel ne participait en rien d'un quelconque antisémitisme⁵⁴. Il y estimait qu'Israël organise une « campagne frénétique contre l'Union Soviétique qui est accusée d'enchaîner et persécuter les Juifs » et d'en faire « la plus malheureuse nation parmi les 131 nations ou groupes ethniques de l'URSS ». Il reprochait à Abba Eban d'organiser une opération de propagande anti-soviétique propagée officiellement ou officieusement par Israël. Si ce dernier aspect apparaît bien caractéristique d'un nouveau mode de mobilisation encouragé par l'État d'Israël sur la question des Juifs d'Union Soviétique, il est évidemment impossible de souscrire à la pertinence des arguments développés par Blumel. Il reconnaissait certes qu'il existait un problème juif en Union Soviétique⁵⁵ et que toute discrimination n'avait pas entièrement disparu. Mais, il n'hésitait pas à rapprocher la situation des Juifs d'Union Soviétique de celle des Juifs français, britanniques ou américains, ces grands États qu'il définissait comme étant les « plus antisémites au monde ». Autre « argument », il reprochait aux Israéliens à la fois « la poutre dans leurs yeux [qui les] empêche de voir comment sont traités les citoyens arabes d'Israël » et l'alignement sur la politique des Services Spéciaux Américains qui ne peuvent conduire qu'à « une effrayante guerre mondiale ». Si la logique de l'argumentation s'avère pour le moins spéculaire, il n'est pas entièrement négligeable de souligner ici que la chronologie classique doit être révisée. S'il est une vérité d'évidence que l'image d'Israël se renverse de manière particulièrement négative à l'issue de la guerre des Six Jours – la puissance opprimée présentée désormais comme « oppresseuse » –, il convient de constater qu'en ce qui concerne André Blumel, le terrain avait été préparé auparavant. Toutefois, après la guerre des Six Jours, il n'approuva ni les propositions de l'ONU ni l'orientation pro-arabe de la politique française.

Quoi qu'il en soit, comme point d'orgue de son engagement pro-communiste, il devint en 1970 président-délégué de l'Association France-URSS, dans laquelle il occupait des fonctions surtout honorifiques depuis le 3 mai 1959. Sous réserve d'inventaire, nous n'avons trouvé à partir de cette date aucune contestation de sa part des appréciations anti-israéliennes soviétiques ou communistes pourtant alors fort courantes. Les nombreuses visites qu'il effectua à ce titre en URSS le confortèrent dans son sentiment que le régime soviétique ne pratiquait pas une politique antisémite. C'est pourquoi les autorités soviétiques l'autorisèrent en janvier 1971, à la suite du procès de Leningrad, à assister à l'avenir – et à titre personnel – aux procès qui pourraient être intentés contre des Soviétiques de « nationalité juive ».

Nul doute donc que l'incontestable et important engagement sioniste de Blumel s'est situé à la croisée de chemins parfois difficilement compatibles. À la présidence de la Fédération Sioniste de France, dont il fut secrétaire général à compter du 15 janvier 1954, puis président à partir de 1955, les contradictions consécutives à la diversité de ces engagements débouchèrent sur une série de crises qui, au premier abord, peuvent sembler sans importance. Cependant, à bien y réfléchir, leur signification nous paraît doublement révélatrice à la fois de la complexité des relations entre sionisme et crypto-communisme, et de la relation entre Israël et Diaspora.

⁵⁴ Lettre du 31 juillet 1966, Archives Blumel, CZA Z6 2166, Jérusalem. Cette lettre fut également publiée par *Presse Nouvelle Hebdomadaire*, organe de l'Union des Juifs pour la résistance et l'entraide à laquelle il avait adhéré en 1962 et qu'il coprésida à compter de 1965 avec Charles Lederman et Vladimir Jankelevitch.

⁵⁵ Dans ses archives (disponibles aux CZA à Jérusalem – dossiers Z6 1953 et Z6 1959 – ou à l'OURS à Paris), se trouvent des dossiers tendant à démontrer l'absence de persécution antisémite tant en URSS que dans les pays satellites. S'y trouve également le double d'un rapport qu'il avait directement adressé à David Ben Gourion, déniait l'existence du moindre antisémitisme en RDA (OURS 14 APO 5).

Deux exemples de crises à la Fédération Sioniste de France sous la présidence d'André Blumel

Ainsi, en juin 1958, André Blumel démissionna brutalement de sa fonction de Président de la Fédération Sioniste de France. Il était en fait en désaccord avec la décision de l'Agence Juive de cesser la publication de son bulletin hebdomadaire en langue française *La Semaine israélienne*⁵⁶. Mais surtout il contestait la manière dont l'Agence Juive menait depuis Jérusalem une politique autonome sans tenir compte des *desiderata* de la Fédération. Ainsi à Marseille, sans avoir consulté la Fédération sioniste (ni d'ailleurs sa section locale) un envoyé de l'Agence juive, David Catarivas, avait fait imprimer et apposer dans l'ensemble des synagogues consistoriales des affiches, signées de la mention « Agence Juive, Marseille »⁵⁷, appelant les Juifs de France à émigrer en Israël. Au moment où le général De Gaulle revenait au pouvoir, la coïncidence apparaissait troublante et, pour tout dire, particulièrement malvenue. Le Consistoire central ayant demandé des explications à Blumel, ce dernier n'avait pas eu d'autre choix que de confesser qu'il ignorait tout de cette affaire. De plus, ce dernier jugeait certains termes utilisés par le représentant de l'Agence Juive pour le moins maladroits voire dangereux. Voyant donc son autorité de président de la Fédération Sioniste de France, qui était légalement et officiellement le représentant de l'Organisation sioniste, bafouée par l'Agence juive, elle même émanation de l'Organisation sioniste, il préférait démissionner⁵⁸. Nul intérêt en apparence à ce petit conflit de compétence.

Néanmoins, pour résoudre la crise, il fallut non seulement que Nahum Goldmann, président de l'Organisation sioniste mondiale, se déplace à Paris pour une rencontre avec Blumel le 4 juillet 1958, mais encore, qu'avec Zvi Lurie – dirigeant du MAPAM, l'un des signataires de la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël et responsable de l'Agence juive –, il invite André Blumel à participer à la séance de l'Exécutif sioniste à Jérusalem le 1^{er} août 1958⁵⁹. Un tel égard à l'endroit de Blumel apparaît en lui-même particulièrement révélateur. Il résulte à l'évidence de son parcours de sioniste historique. Au cours de cette réunion, Blumel exposa longuement ses principaux arguments⁶⁰. Il commença par rappeler que sous son impulsion, et malgré une grande faiblesse numérique⁶¹, la Fédération sioniste de France constituait un relais important dans « la vie juive française » puisqu'elle comprenait en son sein tout ce qui comptait dans la communauté juive de France⁶². Il souligna aussi ses relais dans l'administration française, notamment en ce qui concerne les demandes de naturalisation, précisant au passage : « Nous avons été beaucoup aidé par des fonctionnaires français juifs très haut placés ; membres de la Fédération ou même adhérents pendant et après la campagne du Sinaï. Nous avons des amitiés françaises non-juives, de sorte qu'à l'heure actuelle la Fédération peut agir de l'extrême-gauche à l'extrême-droite ». Posant pour principe que ce qui intéressait les 300 000 juifs de France métropolitaine⁶³, sans oublier les Juifs du Maghreb, c'était Israël, il en déduisait la nécessité de maintenir un organe d'information sur Israël en langue française, d'autant qu'à défaut il ne demeurerait plus qu'une presse en Yiddish, langue maîtrisée par de moins en moins de Juifs français, sans compter les Juifs d'Afrique du Nord. En outre, il trouvait déséquilibré que « pour trois ou quatre cas d'*alyah* » un incident comme celui de Marseille ne conduise à « de sérieuses frictions avec le gouvernement français ». Voilà pourquoi il demandait que les jeux politiques internes à l'Agence juive, au lieu d'aboutir à la politique du fait accompli par l'Agence juive, ne fassent pas oublier la nécessité d'une coordination pour toute action touchant à la France entre la Fédération sioniste de France et l'Agence juive. Blumel mit donc à profit la crise qu'il avait sciemment ouverte pour en fait renforcer, du moins

⁵⁶ Dans *la Tribune Sioniste* du 30 mai 1958, il s'interrogeait en ces termes : « Les Arabes vont-ils gagner une bataille ?... Elle [*La Semaine Israélienne*] est pour nous Français notre source quasi exclusive d'Israël... Nous ne pouvons pas nous contenter de recevoir des nouvelles d'Israël exclusivement par le bulletin édité à Paris par les pays arabes. En cette année du 10^e anniversaire d'Israël, ce serait une grande victoire arabe ! ». Le 6 juin 1958, il écrivait après l'annonce officielle de la fin de la parution : « Je ne m'attendais certes pas à ce que la conclusion des fêtes du 10^e anniversaire soit, par le fait de l'Agence juive, la rupture des liens intellectuels avec la Diaspora de langue française et la France elle-même ».

⁵⁷ Cette appellation n'existait pas légalement.

⁵⁸ Il est vrai que Blumel semble souvent gérer sa présidence la démission à la main.

⁵⁹ Initialement, pour résoudre cette crise, Goldmann et Lurie avaient invité Blumel à Jérusalem pour participer le 8 juillet aux commémorations de la mort de Théodor Herzl.

⁶⁰ Nous nous fondons essentiellement sur le procès-verbal de cette réunion (CZA, Z6 1359, Archives Blumel), que nous confrontons à une lettre confidentielle (sans date, expédiée à Lurie par David Catarivas). De l'exposé de Blumel tel qu'il ressort du procès-verbal nous ne retenons ici que ce qui concerne *stricto sensu* la crise interne de relations entre la Fédération sioniste de France et l'Agence Juive. C'est volontairement que nous ne nous intéressons pas à la partie de politique générale dans laquelle Blumel analyse le retour au pouvoir du général de Gaulle et que nous n'abordons pas ici les jeux de pouvoir internes à l'Agence juive entre divers partis politiques israéliens.

⁶¹ Regroupant tous les partis sionistes « des Révisionnistes au MAPAM », la Fédération ne comptait selon ses dires que 903 membres individuels.

⁶² « Nous avons maintenant à la Fédération les plus grands noms du judaïsme français, Edmond de Rothschild, Léon Meiss, le professeur Mandelbaum et le professeur V. Jankélévitch respectivement du Collège de France et de la Sorbonne, Raoul Meyer, qui est le propriétaire des Galeries Lafayette ».

⁶³ Ce qu'il comparait avec la faiblesse numérique du Consistoire : « Le Consistoire qui compte 5000 personnes est content quand il a 900 votants ! ».

en apparence, ses positions, exigeant qu'à l'avenir les fonds distribués par la Commission de la Culture de l'Agence Juive soient préalablement versés à la Fédération sioniste de France qui les redistribuerait⁶⁴.

En apparence donc, André Blumel sortait considérablement renforcé puisqu'il obtenait l'application du principe qu'il avait formulé en ces termes : « La Fédération sioniste ne déclare certes pas la guerre à l'Exécutif : celui-ci doit aider la Fédération sioniste qui le représente de son mieux ». En conclusion des débats tant Zvi Lurie que Nahum Goldmann exprimèrent leur accord : « Maître Blumel est pour nous un grand atout, sans compliment. Nous faisons tout pour l'aider dans son travail ». Ayant obtenu ce qu'il désirait, Blumel leur répondait : « De mon mieux, je travaillerai pour Israël et en accord avec le Président de l'Exécutif de l'Organisation Sioniste Mondiale ».

Certes, cet épisode s'apparente à un épiphénomène. Cependant, par bien des aspects, il apparaît aussi constituer un bon stéréotype des relations entre le mouvement sioniste français et Israël, et vient rappeler le souci constant du premier à garder une certaine autonomie vis-à-vis du second. Comme l'avait écrit dès le 14 juin 1958 David Catarivas, représentant de l'Agence Juive en France et incriminé par Blumel dans l'incident de Marseille, à Max Beytan⁶⁵ : « En fait, le Bureau de la Fédération est décidé à exploiter la crise Blumel au maximum et à essayer d'en tirer les plus grands avantages possibles sur le plan de la reconnaissance de l'autorité de la Fédération Sioniste en France par l'Exécutif et les Départements de l'Agence Juive »⁶⁶. En fait, un tel conflit de compétence ne constituait pas une nouveauté dans l'histoire des relations entre les milieux sionistes de France et l'Agence Juive qui, depuis l'origine, tenait à asseoir son autorité sur le sionisme français en contrôlant directement les budgets sans passer par l'intermédiaire de la Fédération sioniste. Seule la personnalité d'André Blumel (ainsi que le parcours sioniste que nous avons rappelé) explique l'ampleur que revêtit cette crise en 1958. Force est d'ailleurs de constater qu'en dépit des promesses faites à Blumel en ces circonstances, la pratique de l'Agence Juive ne changea guère.

Moins d'un an plus tard, André Blumel démissionna à nouveau de la présidence de cette même Fédération sioniste. Cette seconde crise, cette fois, permet d'illustrer non plus seulement la relation entre le centre hiérosolomytain et la périphérie française, mais également un conflit interne mouvement sioniste français découlant de l'engagement pro communiste du président.

Le prétexte de l'affrontement résida dans l'organisation des cérémonies commémoratives du centenaire du grand écrivain de langue yiddish Sholem Aleikhem. Une première manifestation fut organisée, au Théâtre de la Renaissance le 10 mars 1959 en présence d'un vice président du Fonds Social Juif Unifié à l'appel de diverses associations juives proches des milieux sionistes français. André Blumel, qui – outre sa qualité de président de la Fédération sioniste – était membre de ce comité d'organisation, non seulement ne s'était pas rendu à cette manifestation mais, qui plus est, s'était ostensiblement déplacé à la salle de la Mutualité pour assister au meeting organisé à l'appel d'un second comité dirigé par le philosophe Jankelevitch (et dans les rangs duquel on comptait Louis Aragon, mais aussi François Mauriac et André Malraux). À cette occasion, l'hommage avait été introduit par une militante des Combattants de la Paix et des artistes venus d'URSS avaient évoqué l'œuvre de l'écrivain. Inutile de préciser qu'aux yeux de biens des observateurs cette seconde manifestation, honorée par la présence de l'ambassadeur soviétique, paraissait télécommandée par le Parti communiste.

L'attitude de Blumel fut donc très largement débattue au sein des organisations juives françaises. Le groupe de gauche dit du *Poale Zion Hitahdout* en France (autrement dit la branche française du MAPAI⁶⁷) s'opposa très vivement à lui. Son journal *Unzer Wort* dénonça « la participation spectaculaire du Président de la Fédération Sioniste aux festivités du centième anniversaire de la naissance de Sholem Aleikhem organisée par les communistes juifs dans le but d'effacer toute trace des crimes commis envers la culture et les écrivains juifs en URSS », précisant qu'« elle (la participation) a provoqué chez les juifs une profonde amertume les blessant dans leur sentiment national, a porté atteinte à la cause sioniste et a introduit la confusion dans les esprits de ses militants ». Et de s'étonner en ces termes : « D'autant plus grande est la déception que (Blumel) n'a pas jugé

⁶⁴ « Cette Commission distribue des sommes considérables à des organisations juives en France. Nous demandons que ces sommes passent par l'intermédiaire du trésorier de la Fédération sioniste. Quand la Fédération les distribuera, cela augmentera notre pénétration parmi les organismes juifs en France ».

⁶⁵ Max Beytan était l'un des adjoints de Zvi Lurie à l'Agence Juive à Jérusalem.

⁶⁶ Et David Catarivas précisait également : « Il va de soi que la question de mon remplaçant se pose avec encore plus d'acuité que précédemment... Il faudra surtout que les chefs des partis politiques donnent des instructions très précises à leurs partis en France d'avoir à soutenir les projets de réorganisation de la Fédération sur la base des adhésions individuelles alors que jusqu'à présent ils ont saboté tous les efforts en ce sens ».

⁶⁷ Le MAPAI, acronyme de *Miflagat Poalei Erez Israel* (Parti des Travailleurs d'Israël), fondé en 1930, sous la direction de David Ben Gourion et Haïm Arlozoroff est l'ancêtre du Parti travailliste. Il a été la formation dominante du *Yishuv* puis de l'État d'Israël jusqu'aux élections de 1977.

nécessaire d'assister personnellement aux festivités organisées par tous les groupements sionistes et pro-israéliens dont la Fédération sioniste fait partie intégrante ».

André Blumel, après avoir proposé de démissionner (ce que le Bureau exécutif de la Fédération refusa le 15 avril 1959⁶⁸) réagit très vigoureusement à ces critiques. Il publia notamment dans *La Tribune Sioniste de France* un brûlot intitulé « Pas de *Gauleiter* en France ! »⁶⁹ Non seulement il dénonçait l'exploitation, selon lui éhontée, de sa présence au meeting de la Mutualité, signalant au passage qu'il n'avait pas été invité à la manifestation du théâtre de la Renaissance⁷⁰, mais encore il stigmatisait l'attitude du MAPAI en France dont le journal « est dirigé depuis peu par un « chelyah »⁷¹ envoyé d'Israël qui ne connaît pas un mot de français... qui ne connaît rien à la langue d'un pays où il prétend exercer un magistère politique de direction totale et qui a déjà manifesté des caractéristiques de *Gauleiter* dans la dernière campagne électorale ». Dans une lettre du 4 avril 1959 à Lurie, il avait déjà estimé que « le 'chelyah' est envoyé pour assurer la suprématie de son parti et démolir la Fédération Sioniste de France ».

Devant l'ampleur prise par la polémique, Zvi Lurie tenta de calmer le jeu tout en regrettant⁷² « que votre présence à une soirée commémorative et votre absence à l'autre pouvaient soulever des étonnements dans le public à l'égard d'une personnalité occupant une position d'une telle importance dans la vie publique ». Et Lurie de suggérer, comme en 1958, une visite de Nahum Goldmann pour résoudre la crise.

Dans cette affaire, Blumel reçut l'appui des sionistes-révisionnistes qui, dans l'organe *Notre Drapeau*⁷³, dénoncèrent l'« hypocrisie » des représentants du MAPAI en France qu'ils accusèrent de vouloir, avec l'aide du Parti socialiste SFIO⁷⁴, évincer Blumel de la direction de la Fédération Sioniste de France pour le remplacer à cette fonction par Jules Jefroykin⁷⁵ qu'ils jugeaient bien « plus docile » pour n'être qu'un simple exécutant des ordres venus directement de la direction du MAPAI. Citons l'extrait le plus caractéristique : « Car enfin les opinions « progressistes » de Me Blumel ne sont un secret pour personne, surtout pas pour le Mapai qui en son temps avait fait élire Me Blumel à cette présidence dont il veut aujourd'hui le chasser. Me Blumel n'a jamais caché qu'il pensait pouvoir user de son influence, comme ami de l'URSS, en faveur des Juifs soviétiques. Les Sionistes-Révisionnistes de France n'ont jamais eu beaucoup d'illusion sur les résultats des efforts de Me Blumel. Mais il nous était d'autant plus difficile de critiquer Me Blumel dans ce domaine que toutes ses démarches en rapport avec l'URSS avaient été faites avec l'accord du gouvernement israélien ». Par ce soutien de la droite sioniste à un sioniste compagnon de route du Parti communiste, il est donc possible de symboliser la complexité du parcours d'André Blumel. Jules Jefroykin, qui avait ainsi été nommé accusé par les sionistes révisionnistes d'attiser le conflit pour remplacer Blumel, avait démenti le 15 avril 1959 par une mise au point publiée dans *La Terre Retrouvée*, contribuant ainsi à désamorcer cette crise. Mais en juin 1960, suite au rejet par la *Tribune Sioniste* d'un éditorial qu'il avait consacré à son voyage en RDA, il démissionna définitivement de la Présidence tout en demeurant, jusqu'en 1962, membre du Comité Central de la Fédération.

Au terme de cette réflexion, quelques résultats se dégagent. Le cas Blumel vient opportunément rappeler que l'histoire des relations entre la France et Israël est pour partie régie par des liens personnels et que le poids des personnalités s'est souvent avéré décisif en ce domaine. Il illustre aussi la volonté des organisations sionistes françaises de toujours conserver une autonomie vis-à-vis du centre israélien, même si le tournant consécutif à la guerre des Six Jours et à la prise de position du général De Gaulle contribua à modifier cette situation. Pour complexe qu'il soit, ce parcours résulte d'une logique interne qui, pour être analysée, suppose le strict respect de la chronologie. Evidemment, tant du fait de son « compagnonnage de route » avec le Parti communiste que de sa proximité avérée avec des milieux résistants et militaires, incontestables antisémites des années trente devenus philo israéliens après le second conflit mondial, le parcours d'André Blumel ne peut pas se réduire à l'analyse d'un stéréotype et échappe à cette mode si présente dans la recherche historique de la « biographie collective ». Enfin, et peut-être surtout, à travers le prisme Blumel il est possible d'identifier dans la matrice des grands

⁶⁸ À l'unanimité moins la voix du représentant du MAPAI en France.

⁶⁹ Il convient de ne pas prendre ce terme au pied de la lettre. En effet il est souvent utilisé par Blumel, et plutôt qu'une allusion au nazisme, le terme de *Gauleiter* vise à dénoncer la présence d'un contrôleur politique.

⁷⁰ Il utilisa le même argument dans la lettre qu'il adressa à Zvi Lurie le 20 avril 1959.

⁷¹ On peut traduire littéralement ce terme hébraïque par « envoyé ». En fait, ici, le terme approprié pour traduire serait « représentant ».

⁷² Lettre à Blumel du 14 avril 1959, CZA, Z6 1359.

⁷³ *Notre Drapeau*, numéro du 9 avril 1959.

⁷⁴ Ce dernier en la circonstance aurait, selon les sionistes révisionnistes, cherché à faire payer à Blumel son nouveau départ de la SFIO.

⁷⁵ Né en Russie en 1911, Jules Jefroykin, figure importante de la résistance juive, était plus proche des milieux sionistes socialistes. Il dirigeait l'organe sioniste *La Terre retrouvée*.

soutiens à la création de l'État d'Israël ceux issus de l'entourage de Léon Blum. En ce sens, avec André Blumel, comme avec Marc Jarblum, Edouard Depreux, Jules Moch, Vincent Auriol ou encore Daniel Mayer, le lien originel organique entre le socialisme français et le sionisme est établi. Voilà pourquoi, tout bien considéré, cette contribution à son décryptage nous a paru mériter le détour.



François Lafon est Maître de Conférences à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Histoire contemporaine). Il est accueilli en délégation au CRFJ depuis le 1^{er} septembre 2007. Ses thèmes de recherche sont le socialisme français, les relations entre la gauche française et Israël. Auteur de *Guy Mollet, itinéraire d'un socialiste controversé*, Fayard 2006